

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 94 — 2464

8 JUILLET 1994. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française déterminant le programme de recyclage qui doit être organisé par les centres de formation pour les personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou dans une maison de repos et de soins agréée, visées par l'article 2, § 4bis, B), de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13°, de la même loi

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 128 et 138 de la Constitution;

Vu le décret du Conseil de la Communauté française du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées, modifié par les décrets des 27 mars 1985, 20 juillet 1988, 22 décembre 1989 et 26 juin 1992;

Vu le décret II du Conseil de la Communauté française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 7° et 14;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment les articles 3, 7° et 14;

Vu le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant la procédure relative à l'autorisation de fonctionnement provisoire, à l'agrément, au refus et au retrait d'agrément et à la fermeture des établissements visés à l'article 1^{er} du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées et déterminant les modalités d'octroi de l'accord de principe visé à l'article 2bis du décret du 10 mai 1984 relatif aux maisons de repos pour personnes âgées;

Vu le règlement de l'Assemblée de la Commission communautaire française du 17 décembre 1993 fixant les normes auxquelles doivent répondre les maisons de repos pour personnes âgées;

Vu l'avis de la Section « Personnes âgées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé de la Commission communautaire française, donné le 17 décembre 1993;

Vu le décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'article 32 du décret du 17 mars 1994 de la Commission communautaire française portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle;

Vu l'arrêté de la Communauté française du 22 mai 1987 relatif à la formation professionnelle;

Vu le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de promotion sociale.

Sur la proposition du Ministre, membre du Collège, compétent pour la réglementation en matière des maisons de repos,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une matière visée à l'article 128 de la Constitution, en vertu de l'article 138 de la Constitution.

Section Ire. — Du contenu du programme de formation, de sa reconnaissance et de sa sanction

Art. 2. L'agrément est octroyé pour une durée de trois années à dater de l'entrée en vigueur du présent arrêté aux programmes de formation pour le recyclage des personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou une maison de repos et de soins agréée, s'il répond aux conditions suivantes :

1° Le recyclage comporte au minimum 220 heures de cours théoriques ou 284 périodes de 50 minutes et 80 heures ou 96 périodes de 50 minutes de stages dans deux autres maisons de repos ou maisons de repos et de soins agréées ou bénéficiant d'autorisation de fonctionnement provisoire que celle qui occupe la personne concernée.

2° Les cours doivent être organisés pour aborder au moins les thèmes suivants :

1. Environnement social et légal, éthique, physique des personnes aidées

— aspects du droit social;

— aspects du droit sanitaire;

— aspects de déontologie et d'éthique professionnels;

— connaissance du réseau social;

— maintien des conditions de vie et d'habitat des personnes âgées.

2. Assistance aux activités de la vie quotidienne

— théorie et pratique de l'art de soigner;

— hygiène et soins;

— gestion du matériel de soins;

— aptitudes fondamentales concernant les soins de base, les techniques de levée et de manutention, l'aide aux actes de la vie journalière et les tâches hôtelières.

3. Initiation aux techniques de communication et au travail en équipe

— psychologie, relations humaines et lien de groupe;

— technique de communication et d'expression, techniques d'animation en institutions;

— travail en équipe;

— supervision.

La répartition de la formation théorique entre les trois thèmes mentionnés, ci-dessus, doit être équilibrée et privilégier les soins et l'aide apportée aux personnes âgées.

3° Le stage est accompli sous la supervision et la conduite d'un praticien de l'art infirmier qui travaille dans la maison de repos ou la maison de repos et de soins en question.

Il est conçu comme une application intégrée des cours théoriques.

Art. 3. Sans préjudice des titres, diplômes, certificats et attestations délivrés par l'enseignement de promotion sociale et par les centres de formation professionnelle reconnus ou agréés, un certificat de capacité est remis aux étudiants qui ont fait preuve d'assiduité et qui ont réussi une épreuve d'intégration des acquis adaptée au niveau des étudiants.

Ce certificat de capacité est remis aux étudiants pour autant que le programme de formation soit dispensé dans un centre créé par l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle ou agréé par le Membre du Collège qui a la reconversion et le recyclage professionnels dans ses attributions ou dans un établissement d'enseignement de promotion sociale.

Section 2. — Dispositions particulières

Art. 4. Les personnes qui relèvent des mesures de transition définies par l'article 2, § 4bis de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13° de la même loi, et qui peuvent fournir la preuve qu'elles ont suivi, au cours d'une formation antérieure, une partie de ce recyclage, peuvent être dispensées de 80 heures maximum de la formation théorique.

Art. 5. Les programmes de recyclage agréés par les autres communautés ou par le Collège réuni de la Commission communautaire commune, sont automatiquement agréés par le Collège de la Commission communautaire française, à condition qu'ils répondent aux conditions visées à l'article 2.

Section 3. — Des modalités d'introduction et d'octroi de la reconnaissance

Art. 6. 1. Les demandes d'agrément devront être introduites en deux exemplaires auprès de l'administration de la Commission communautaire française et comporter :

1° la lettre de demande de reconnaissance;

2° une description du programme précisant le type de cours organisé et le nombre d'heures y consacrées;

2. Dans un délai de deux mois à dater de l'introduction de la demande et après successivement les avis de la section « personnes âgées » du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé et de la Commission consultative « emploi — formation — enseignement » organisée en application de l'article 26 du décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la formation professionnelle, le Membre du Collège compétent pour la réglementation en matière de maison de repos se prononce sur la demande de reconnaissance du programme.

Art. 7. Par dérogation à l'article 3 et à l'article 6, l'agrément est octroyé aux programmes de formation qui ont été organisés avant la date d'entrée en vigueur du présent arrêté et qui répondent aux conditions de celui-ci.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 8. Le présent arrêté remplace l'arrêté 93/747 du collège du 23 décembre 1993 déterminant les conditions d'agrément des centres qui organisent des recyclages pour les personnes en fonction le 26 mai 1992 dans une maison de repos pour personnes âgées ou dans une maison de repos et de soins agréée, visées par l'article 2, § 4bis, b), de l'arrêté ministériel du 19 mai 1992 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité, pour les prestations visées à l'article 23, 13° de la même loi.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur à dater de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Membre du Collège compétent pour la réglementation en matière de maisons de repos est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 8 juillet 1994.

Par le Collège

Le Membre du Collège compétent
pour la réglementation en matière de maisons de repos,

D. GOSUIN

Le Président du Collège,

Ch. PICQUE

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 94 — 2464

8 JULI 1994. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot bepaling van het bijscholingsprogramma dat moet worden ingericht door de opleidingscentra voor de personen, op 26 mei 1992 in dienst van een erkend rusthuis voor bejaarden of een rust- of verzorgingstehuis, en bedoeld in artikel 2, § 4bis, B), van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vastlegging van een tussenkomst bedoeld bij artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een stelsel van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit voor prestaties bedoeld in artikel 23, 13°, van dezelfde wet

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 128 en 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet van de Raad van de Franse Gemeenschap van 10 mei 1984 betreffende de rusthuizen voor bejaarden, gewijzigd door de decreten van 27 maart 1985, 20 juli 1988, 22 december 1989 en 26 juni 1992;

Gelet op het decreet (II) van de Raad van de Franse Gemeenschap van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikelen 3, 7° en 14;

Gelet op het decreet (III) van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waals Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 3, 7^o en 14;

Gelet op de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot instelling van de procedure betreffende de voorlopige werkingsvergunning, de erkenning, de weigering en de intrekking van de erkenning en de sluiting van de inrichtingen bedoeld in artikel 1 van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden en tot vaststelling van de modaliteiten voor het verlenen van het principieel akkoord bedoeld bij artikel 2bis van het decreet van 10 mei 1984 betreffende de rustoorden voor bejaarden;

Gelet op de verordening van de Vergadering van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 december 1993 tot vaststelling van de normen waaraan de rustoorden voor bejaarden moeten beantwoorden;

Gelet op het advies van de Afdeling « Bejaarden » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor gezondheids- en welzijnzorg van de Franse Gemeenschapscommissie, gegeven op 17 december 1993;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op artikel 32 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschap van 22 mei 1987 betreffende de beroepsopleiding;

Gelet op het decreet van 18 april 1991 houdende organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

Op de voordracht van de Minister, Lid van het College, bevoegd voor de regelgeving inzake rusthuizen;

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens artikel 138 van de Grondwet.

Afdeling 1. — Inhoud van het opleidingsprogramma, erkenning en bekrachtiging ervan

Art. 2. De erkenning wordt toegekend aan de opleidingsprogramma's voor de bijscholing van personen in dienst op 26 mei 1992 in een erkend rusthuis voor bejaarden of een rust- of verzorgingstehuis voor een termijn van drie jaar, te rekenen vanaf de inwerkingtreding van dit besluit, indien zij voldoen aan de volgende voorwaarden :

1^o De bijscholing omvat een minimum van 220 uur, of 264 periodes van 50 minuten, theoretische les en 80 uur, of 96 periodes van 50 minuten; stage in twee andere rusthuizen of rust- of verzorgingstehuizen dan het tehuis dat de betrokken persoon tewerkstelt en die erkend zijn of beschikken over een voorlopige werkingsvergunning.

2^o De lessen moeten zodanig georganiseerd zijn dat ze ten minste de volgende thema's aansnijden :

1. Sociale, wettelijke, ethische en fysieke omgeving van de geholpen personen
 - aspecten van sociaal recht;
 - aspecten van sanitair recht;
 - aspecten van deontologie en beroepsethiek;
 - kennis van het sociale netwerk;
 - behoud van de levens- en woonomstandigheden van de bejaarden.
2. Hulp bij de activiteiten van het dagelijks leven
 - theorie en praktijk van de verzorging;
 - hygiëne en verzorging;
 - beheer van het verzorgingsmateriaal;
 - fundamentele bekwaamheid inzake de basisverzorging, de hef- en behandelingstechnieken, de hulp bij de activiteiten van het dagelijks leven en de verblijfstaken.
3. Initiatie in de communicatietechnieken en het teamwerk
 - psychologie, menselijke relaties en groepsbanden;
 - communicatie- en expressietechnieken, animatietechnieken in instellingen;
 - teamwerk;
 - supervisie.

De verdeling van de theoretische opleiding over de drie hierboven vermelde thema's moet evenwichtig zijn en moet de verzorging en de hulp aan de bejaarden bevoordelen.

3^o De stage wordt uitgevoerd onder het toezicht en de leiding van een verpleegkundige die in het betrokken rusthuis of verzorgingstehuis werkt.

Deze stage wordt opgezet als een geïntegreerde toepassing van de theoretische lessen.

Art. 3. Zonder afbreuk te doen aan titels, diploma's, getuigschriften en attesten uitgereikt door het onderwijs voor sociale promotie en door de erkende beroepsopleidingscentra, wordt een bekwaamheidsbewijs overhandigd aan de studenten die blij hebben gegeven van regelmatige aanwezigheid en die een proef over de integratie van de verworvenheden hebben afgelegd, aangepast aan het niveau van de studenten.

Dit bekwaamheidsbewijs wordt aan de studenten overhandigd voor zover het opleidingsprogramma werd afgewerkt in een centrum dat werd opgericht door het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding of erkend door het Lid van het College belast met beroepsomscholing en bijscholing of in een instelling van het onderwijs voor sociale promotie.

Afdeling 2. — Bijzondere bepalingen

Art. 4. De personen die vallen onder overgangsmaatregelen bepaald bij artikel 2, § 4bis, van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot bepaling van de tussenkomst bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een stelsel van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit voor de prestaties bedoeld in artikel 23, 13^o, van dezelfde wet, en die het bewijs kunnen leveren dat zij, in de loop van een vroegere opleiding, een deel van deze bijscholing hebben gevolgd, kunnen vrijgesteld worden van een maximum van 80 uur van de theoretische opleiding.

Art. 5. De bijscholingsprogramma's die erkend zijn door andere Gemeenschappen of het Verenigd College van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie worden door het College van de Franse Gemeenschapscommissie automatisch erkend, op voorwaarde dat ze voldoen aan de voorwaarden bedoeld in artikel 2.

Afdeling 3. — Indienings- en toekenningsvoorschriften van de erkenning

Art. 6. 1. De aanvragen tot erkenning moeten in twee exemplaren ingediend worden bij het bestuur van de Franse Gemeenschapscommissie en moeten het volgende inhouden :

1° de brief met de aanvraag tot erkenning;
2° een beschrijving van het programma met een verduidelijking betreffende de aard van de georganiseerde cursus en het aantal lesuren die eraan besteed worden;

2. Binnen een termijn van twee maanden, te rekenen vanaf het indienen van de aanvraag, doet het Lid van het College bevoegd voor de regelgeving inzake rusthuizen uitspraak over de erkenningsaanvraag voor het programma, nadat achtereenvolgens de afdeling « Personnes âgées » van de Franstalige Brusselse Adviesraad voor gezondheids- en welzijnzorg en de adviescommissie « Emploi — Formation — Enseignement », ingesteld in toepassing van artikel 26 van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, advies uitbrachten.

Art. 7. In afwijking van artikel 3 en artikel 6 wordt erkenning verleend aan opleidingsprogramma's die worden georganiseerd vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit en die voldoen aan de voorwaarden van dit besluit.

Afdeling 4. — Slotbepalingen

Art. 8. Dit besluit vervangt het besluit 93/747 van het College van 23 december 1993 tot bepaling van de erkenningsvoorwaarden van de centra die bijscholing organiseren voor de personen, op 26 mei 1992 in dienst van een erkend rusthuis voor bejaarden of een rust- of verzorgingstehuis, en bedoeld in artikel 2, § 4bis, b), van het ministerieel besluit van 19 mei 1992 tot vastlegging van een tussenkomst bedoeld bij artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een stelsel van verplichte verzekering tegen ziekte en invaliditeit voor de prestaties bedoeld in artikel 23, 13°, van dezelfde wet.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 10. Het Lid van het College bevoegd voor de regelgeving inzake rusthuizen wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 8 juli 1994.

Vanwege het College :

Het Lid van het College bevoegd voor de regelgeving inzake rusthuizen,

D. GOSUIN

De Voorzitter van het College,

Ch. PICQUE

ANDERE BESLUITEN — AUTRES ARRETES

MINISTERIE VAN VERKEER EN INFRASTRUCTUUR

Algemene Diensten Oppensioenstelling

Bij koninklijk besluit van 5 juli 1994, dat in werking treedt op 1 maart 1995, wordt eervol ontslag uit zijn functies verleend aan de heer Delbart, Roger, eerste architect bij de Algemene Diensten.

Bij hetzelfde besluit wordt betrokkene ertoe gemachtigd aanspraak op een rustpensioen te doen gelden en de eretitel van zijn ambt te voeren.

Algemene Diensten Hogere Vergoedingscommissie. — Benoeming

Bij ministerieel besluit van 2 augustus 1994, dat op 1 maart 1994 in werking treedt, is de heer Tournay, René, tot bijzitter technicus benoemd bij de Hogere Vergoedingscommissie ingesteld bij artikel 31, § 1, van de wet van 14 april 1965, tot regeling van de financiële Staatstussenkomst wegens schade aan private goederen veroorzaakt in verband met de overgang van de Democratische Republiek Kongo tot de onafhankelijkheid.

MINISTERE DES COMMUNICATIONS ET DE L'INFRASTRUCTURE

Services généraux Mise à la retraite

Par arrêté royal du 5 juillet 1994, qui entre en vigueur le 1er mars 1995, démission honorable de ses fonctions est accordée à M. Delbart, Roger, architecte principal aux Services généraux.

Par le même arrêté l'intéressé est admis à faire valoir ses droits à la pension de retraite et autorisé à porter le titre honorifique de ses fonctions.

Services généraux Commission supérieure d'indemnisation. — Nomination

Par arrêté ministériel du 2 août 1994, qui produit ses effets le 1er mars 1994, M. Tournay, René, est nommé assesseur technicien à la Commission supérieure d'indemnisation instituée par l'article 31, § 1er, de la loi du 14 avril 1965, organisant une intervention financière de l'Etat du chef de dommages causés aux biens privés en relation avec l'accession de la République démocratique du Congo à l'indépendance.

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 22 september 1994 is de stage van Mevr. Michel, M., gerechtelijk stagiair bij het parket van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, verlengd voor een periode van zes maanden met ingang van 1 oktober 1994.

MINISTERE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 22 septembre 1994, le stage de Mme Michel, M., stagiaire judiciaire près le parquet du tribunal de première instance de Charleroi, est prolongé pour une période de six mois prenant cours le 1er octobre 1994.